

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 39.270/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 19 octobre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire", a donné le 16 novembre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet examiné a été soumis à la procédure d'association des gouvernements de régions.

Les trois gouvernements de régions ont donné un avis favorable sur celui-ci. Le Gouvernement flamand a toutefois assorti son assentiment de certaines conditions, parmi lesquelles :

"voor de veroordelingen, uitgesproken vóór de dag van inwerkingtreding van bovengenoemd voorontwerp van koninklijk besluit, de aanvragen tot medisch en/of psychologisch onderzoek die tot 6 maanden in plaats van 12 maanden na de inwerkingtreding worden ingediend, nog worden behandeld, zodanig dat deze onderzoeken eind 2006 afgerond kunnen worden; deze behandeling gebeurt voor de VDAB volgens de nu gangbare procedure en bepalingen".

Par courrier du 17 octobre 2005, le Ministre fédéral de la Mobilité a répondu sur ce point au Gouvernement flamand :

"Wat betreft de overgangperiode, kan ik akkoord gaan dat deze ingekort wordt van zodra we de zekerheid hebben dat de nieuw te erkennen instellingen al van bij de opstart voldoende capaciteit hebben om ook te kunnen beantwoorden aan de extra vraag ten gevolge van een inkorting van de overgangperiode."

.../...

L'article 6 du projet examiné dispose cependant :

"Art.6. Les examens médicaux et psychologiques à la suite d'une condamnation qui a été prononcée avant le jour d'entrée en vigueur de cet arrêté sont réalisés par les centres médico-psychologiques régionaux de l'Office Communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, du Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, du Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft et de l'Office régional bruxellois de l'Emploi et ce, à la condition que l'intéressé se soit inscrit à ces examens au plus tard dans l'année suivant l'entrée en vigueur de cet arrêté."

La réduction de la période transitoire demandée par le Gouvernement flamand, et sur laquelle le Ministre fédéral de la Mobilité a donné son accord conditionnel, ne semble donc pas avoir été reprise dans le projet.

Pour que la formalité préalable d'association des gouvernements de régions puisse être considérée comme totalement accomplie, il convient que le Gouvernement flamand soit informé des motifs qui justifient le changement d'attitude par rapport à celle exprimée dans la lettre du 17 octobre 2005.

Si l'auteur du projet entend, en revanche, réduire le délai à six mois, il lui appartient, toujours afin de satisfaire à la formalité de l'association, d'en informer les Gouvernements de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale.

2. Le projet examiné vise notamment à supprimer le droit d'inscription aux examens visés à l'article 38, § 3, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, examens à la réussite desquels peut être soumise la restitution d'un permis de conduire, à l'échéance d'une période de déchéance. Ce droit d'inscription est actuellement fixé par l'article 71, alinéa 2, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, à la somme de 12,50 euros.

Eu égard à cet impact budgétaire, il convient de soumettre le projet à l'accord formel du Ministre du Budget. Les avis favorables des inspecteurs des finances et la note du Service "assistance à l'élaboration du budget" du Service public fédéral Budget et Contrôle de gestion, figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, ne peuvent en effet, sauf disposition contraire ¹, être considérés comme suffisant au correct accomplissement de cette formalité préalable.

(1) Voir l'article 9 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er} du préambule, il y a lieu de ne viser que l'article 46 de la loi du 16 mars 1968 précitée, ainsi que son article 47, alinéa 2, remplacé par la loi du 9 juillet 1976. Ni l'article 57, ni les autres dispositions du chapitre VI du titre IV de cette loi, ne comportent en effet d'habilitation procurant un fondement légal au projet.

2. À l'alinéa 3, il y a lieu de viser les avis des inspecteurs des finances, et non des inspections des finances, du 14 juillet 2005.

Dispositif

Article 3

1. Selon l'article 69, § 4, en projet, le ministère public communique à différentes autorités

- "- la décision par laquelle la déchéance est prononcée, la durée, la raison et si nécessaire les catégories ou sous-catégories pour lesquelles la déchéance n'est pas d'application".

La communication de la décision judiciaire suffit à l'information de ces autorités. Le texte en projet ne mentionne d'ailleurs que la communication éventuelle des "catégories ou sous-catégories pour lesquelles la déchéance n'est pas d'application" et non l'hypothèse où la déchéance est prononcée pour les week-end et les jours fériés.

Le texte sera revu.

2. L'article 69, § 5, alinéas 2 et 3, en projet, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité (article 3 du projet), dispose :

"Quand un examen psychologique doit être effectué, le ministère public communique, moyennant un accord écrit de l'intéressé, un extrait du registre pénal à l'institution compétente pour l'examen.

.../...

L'extrait du registre pénal mentionne les transactions pénales et les condamnations relatives aux délits indiqués dans les lois coordonnées du 16 mars 1968 relatives à la police de la circulation routière et aux règlements proclamés sur la base de ces lois coordonnées, ainsi que les condamnations pour homicide ou coups et blessures."

Le casier judiciaire central ² est organisé par les dispositions du chapitre 1^{er} du titre VII du Livre II du Code d'instruction criminelle.

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas sur quelle disposition législative l'auteur du projet peut s'appuyer pour autoriser la communication de données du casier judiciaire aux organismes agréés.

Il convient de rappeler que l'article 589, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, n'inclut parmi les finalités qu'il énonce limitativement l'hypothèse envisagée par le projet, à savoir la communication d'un extrait du casier judiciaire à des organismes qui pourraient être de droit privé ³.

L'"accord écrit de l'intéressé", mentionné à l'article 69, § 5, alinéa 2, en projet, précité, ne pallie pas cette impossibilité.

Dans la version néerlandaise, le paragraphe 7, 1°, en projet, est incompréhensible. Il faudrait écrire :

"§ 7. De betrokkene kan het rijbewijs ... bewijs op de griffie weer afhalen wanneer :

1° de termijn van het verval ... van het slagen voor de ... onderzoeken;"

(²) Il est permis de déduire de la version néerlandaise du projet que par "registre pénal", il convient d'entendre "casier judiciaire".

(³) L'article 594 du même Code ne serait pas davantage applicable en l'espèce.

Article 5

1. La réalisation des examens médicaux et psychologiques visés à l'article 38, § 3, 3^e et 4^e, de la loi du 16 mars 1968 précitée, est actuellement confiée aux centres médico-psychologiques régionaux de l'Office Communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, du Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, du Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft et de l'Office régional bruxellois de l'Emploi.

L'article 73, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté royal du 23 mars 1998 précité (article 5, § 1^{er}, du projet) vise à substituer à ces différents centres médico-psychologiques régionaux des "institutions", agréées par le Ministre de la Mobilité qui pourraient relever du droit privé.

Il revient à l'auteur du projet de mettre lui-même en oeuvre l'habilitation donnée par l'article 47, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1968 précitée, en arrêtant les conditions et modalités d'agrément de ces centres d'examens ou institutions, la possibilité de subdéléguer au Ministre de la Mobilité ne pouvant concerner que des mesures d'ordre technique ou de détail.

À cet égard, il doit être relevé que l'article 73, alinéa 3, en projet, qui a cet objet est rédigé en des termes particulièrement vagues.

Il en va notamment ainsi de la détermination de l'équipement technique des centres (4^e tiret), de la notion de "dossier sérieusement étayé" (6^e tiret) et de l'obligation d'assurance ou de caution (7^e tiret).

Or le point 2 de la notification du Conseil des ministres du 20 juillet 2005 sur le projet, s'exprime comme suit :

- "2. Pendant la demande d'avis au Conseil d'État, le Groupe de travail de coordination de la politique concerné, poursuivra ses travaux, notamment en ce qui concerne le montant du coût des examens médicaux et psychologiques, ainsi que les conditions de reconnaissance qui sont imposées aux organismes, en veillant à ce que la concurrence puisse jouer."

.../...

Il en résulte que la section de législation n'est pas saisie du texte définitif de l'article 73, alinéa 3, en projet, et que la demande d'avis est irrecevable à l'égard de cette disposition.

2. En ce qui concerne l'article 73, alinéa 4, en projet, il y a lieu de prévoir la possibilité pour l'institution de faire connaître son point de vue.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 39.270/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 19 oktober 2005 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs", heeft op 16 november 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zijn de gewestregeringen betrokken bij de totstandkoming van het onderzochte ontwerp.

De drie gewestregeringen hebben over dit ontwerp een gunstig advies uitgebracht. De Vlaamse Regering heeft aan haar akkoordbevinding evenwel bepaalde voorwaarden gekoppeld, waaronder :

"voor de veroordelingen, uitgesproken vóór de dag van inwerkingtreding van bovengenoemd voorontwerp van koninklijk besluit, de aanvragen tot medisch en/of psychologisch onderzoek die tot 6 maanden in plaats van 12 maanden na de inwerkingtreding worden ingediend, nog worden behandeld, zodanig dat deze onderzoeken eind 2006 afgerond kunnen worden; deze behandeling gebeurt voor de VDAB volgens de nu gangbare procedure en bepalingen".

Bij brief van 17 oktober 2005 heeft de Federale Minister van Mobiliteit over dit punt aan de Vlaamse Regering het volgende geantwoord :

"Wat betreft de overgangsperiode, kan ik akkoord gaan dat deze ingekort wordt van zodra we de zekerheid hebben dat de nieuw te erkennen instellingen al van bij de opstart voldoende capaciteit hebben om ook te kunnen beantwoorden aan de extra vraag ten gevolge van een inkorting van de overgangsperiode."

.../...

Artikel 6 van het onderzochte ontwerp bepaalt echter het volgende :

"Art. 6. De geneeskundige en psychologische onderzoeken naar aanleiding van een veroordeling die werd uitgesproken voor de dag van inwerkingtreding van dit besluit gebeuren door de gewestelijke medico (lees : medisch)-psychologische centra van de Office Communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi, van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, van het Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft en van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, en dit voor zover de betrokkene zich voor deze onderzoeken heeft ingeschreven ten laatste binnen het jaar na de inwerkingtreding van dit besluit."

De door de Vlaamse Regering gevraagde inkorting van de overgangperiode, waarmee de Federale Minister van Mobiliteit voorwaardelijk heeft ingestemd, lijkt dus niet in het ontwerp opgenomen.

Om ervan te kunnen uitgaan dat het voorafgaande vormvereiste van het betrekken van de gewestregeringen bij het ontwerpen van regelingen volledig vervuld is, is het noodzakelijk de Vlaamse Regering in te lichten over de motieven die de verandering van houding rechtvaardigen ten opzichte van de houding die in de brief van 17 oktober 2005 is weergegeven.

Indien het daarentegen de bedoeling van de steller van het ontwerp is de termijn tot zes maanden in te korten, dient hij, steeds om de formaliteit van het betrekken van de gewestregeringen bij het ontwerpen van regelingen volledig te vervullen, de Waalse Gewestregering en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering daarvan in kennis te stellen.

2. Het onderzochte ontwerp beoogt inzonderheid de afschaffing van het inschrijvingsrecht voor de examens vermeld in artikel 38, § 3, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, voor welke examens men moet slagen om het rijbewijs terug te krijgen na een periode van verval van het recht tot sturen. Dit inschrijvingsrecht is thans bij artikel 71, tweede lid, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, vastgesteld op 12,50 euro.

Gelet op de weerslag hiervan op de begroting, behoort het ontwerp voor uitdrukkelijke akkoordbevinding aan de Minister van Begroting te worden voorgelegd. De gunstige adviezen van de inspecteurs van financiën en de nota van de Dienst "Begeleiding begroting" van de Federale Overheidsdienst Begroting en Beheerscontrole, die vervat zijn in het bij de adviesaanvraag gevoegde dossier, kunnen immers niet, behoudens andersluidende bepaling ¹, voldoende worden geacht voor de correcte vervulling van dit voorafgaande vormvereiste.

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef moet alleen worden verwezen naar artikel 46 van de eerdergenoemde wet van 16 maart 1968, alsook naar artikel 47, tweede lid, ervan, dat vervangen is bij de wet van 9 juli 1976. Noch artikel 57, noch de andere bepalingen van hoofdstuk VI van titel IV van deze wet, bevatten immers een machtiging die de rechtsgrond van het ontwerp vormt.

2. In het derde lid dient te worden verwezen naar de adviezen van de inspecteurs van financiën van 14 juli 2005, en niet naar de inspecties van financiën.

Dispositief

Artikel 3

1. Volgens het ontworpen artikel 69, § 4, deelt het openbaar ministerie aan verschillende overheden

- "- de beslissing (mee) waarbij het verval wordt uitgesproken, de duur, de reden en desgevallend de categorieën of subcategorieën waarvoor het verval niet van toepassing is".

⁽¹⁾ Zie artikel 9 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole.

Mededeling van de rechterlijke beslissing volstaat om deze overheden in kennis te stellen. In de ontworpen tekst is trouwens alleen sprake van eventuele mededeling van de "categorieën of subcategorieën waarvoor het verval niet van toepassing is", en niet van het geval waarin de vervallenverklaring van het recht tot sturen voor de week-ends en feestdagen wordt uitgesproken.

De tekst moet worden herzien.

2. Het ontworpen artikel 69, § 5, tweede en derde lid, van het genoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 3 van het ontwerp) bepaalt het volgende :

"Wanneer een psychologisch onderzoek moet worden ondergaan deelt het openbaar ministerie, mits schriftelijk akkoord van de betrokkene, een uittreksel uit het strafregister mee aan de instelling die bevoegd is voor het onderzoek.

Het uittreksel uit het strafregister vermeldt de minnelijke schikkingen en de veroordelingen met betrekking tot de misdrijven vermeld in de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en de reglementen uitgevaardigd op grond van deze gecoördineerde wetten, alsook de veroordelingen wegens doodstraf of slagen en verwondingen."

Het Centraal Strafregister wordt geregeld door de bepalingen van boek II, titel VII, hoofdstuk I, van het Wetboek van Strafvordering.

Het is de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk op welke wetsbepaling de steller van het ontwerp kan steunen om mededeling van gegevens van het strafregister aan erkende instellingen toe te staan.

Er dient aan te worden herinnerd dat bij de doelstellingen die artikel 589, tweede lid, van het Wetboek van Strafvordering op limitatieve wijze vermeldt, niet het door het ontwerp beoogde geval is opgenomen, namelijk mededeling van een uittreksel uit het strafregister aan instellingen die privaatrechtelijke instellingen zouden kunnen zijn ².

(2) Artikel 594 van hetzelfde wetboek zou in casu evenmin van toepassing zijn.

Het "schriftelijk akkoord van de betrokkene", waarvan in het ontworpen artikel 69, § 5, tweede lid, gewag wordt gemaakt, doet aan die onmogelijkheid niets af.

In de ontworpen paragraaf 7 is onderdeel 1° onverstaanbaar. Men schrijve :

"§ 7. De betrokkene kan het rijbewijs ... bewijs op de griffie weer afhalen wanneer :

1° de termijn van het verval ... van het slagen voor de ... onderzoeken;".

Artikel 5

1. Het verrichten van de geneeskundige en psychologische onderzoeken waarvan gewag wordt gemaakt in artikel 38, § 3, 3° en 4°, van de eerdergenoemde wet van 16 maart 1968, is thans toevertrouwd aan de gewestelijke medisch-psychologische centra van het "office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi", van de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, van het Arbeitstambt der Deutschsprachigen Gemeinschaft en van de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling.

Het ontworpen artikel 73, eerste lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 23 maart 1998 (artikel 5, § 1, van het ontwerp) strekt ertoe "instellingen", erkend door de Minister van Mobiliteit, die onder het privaatrecht zouden kunnen vallen, in de plaats te stellen van deze verschillende medisch-psychologische centra.

De steller van het ontwerp dient zelf uitvoering te geven aan de machtiging verleend bij artikel 47, tweede lid, van de voormelde wet van 16 maart 1968, door de voorwaarden en nadere regels voor de erkenning van deze onderzoekscentra of instellingen te bepalen, waarbij de mogelijkheid tot subdelegatie aan de Minister van Mobiliteit alleen kan gelden voor maatregelen van technische aard of bijkomstige maatregelen.

In dit verband zij opgemerkt dat het ontworpen artikel 73, derde lid, dat dit tot doel heeft, geredigeerd is in bijzonder vage bewoordingen.

.../...

Dit is inzonderheid het geval met het bepalen van de technische uitrusting van de centra (4^e streepje), met het begrip "degelijk onderbouwd dossier" (6^e streepje) en met de verplichting om een verzekering te hebben gesloten of een borgtocht te hebben gestort (7^e streepje).

In punt 2 van de notificatie van de Ministerraad van 20 juli 2005 over het ontwerp staat evenwel het volgende :

- "2. Tijdens de adviesaanvraag bij de Raad van State zal de betrokken werkgroep Beleidscoördinatie zijn werkzaamheden verderzetten, inzonderheid wat betreft de hoogte van de kostprijs van de medische en psychologische onderzoeken alsook de erkenningsvoorwaarden die worden opgelegd aan de instellingen, waarbij er zal worden over gewaakt dat de concurrentie kan spelen."

Hieruit volgt dat aan de afdeling wetgeving niet de definitieve tekst van het ontworpen artikel 73, derde lid, is voorgelegd en dat wat deze bepaling betreft de adviesaanvraag onontvankelijk is.

2. Wat betreft het ontworpen artikel 73, vierde lid, dient te worden voorzien in de mogelijkheid voor de instelling haar standpunt kenbaar kan maken.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS